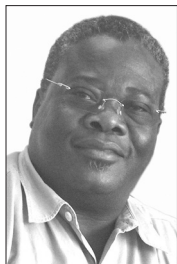


Croissance, inégalités et pauvreté en République Démocratique du Congo : quelle peut être la contribution d'une économie sociale ?



**Cyrille MUBIMBA
A'Shimba M.**

Ancien Directeur
Général de la MIDEMA
Domaines de recherche:
Culture d'entreprise et
Leadership ; Gestion
des Ressources
Humaines.
cmubimba@hotmail.com

Introduction

Le Congo sans Congolais dans l'histoire du Congo

En 1989, un couple américain qui travaillait à Kinshasa m'avait offert le livre de Jean Stengers, publié à l'occasion du centenaire de la Conférence de Berlin de 1885. Une semaine après, le couple demande mes impressions sur le livre. Je n'ai pas encore terminé la lecture, leur ai-je dit, néanmoins, ce que j'ai lu me laisse cette impression que, pour les conférenciers réunis à Berlin, c'est comme si le Congo n'était qu'un espace vide, propice au commerce international de grandes puissances, car aucune allusion n'était faite aux populations du Congo, à leur sort, à leur avenir, etc. Alors le mari me répondit : « Tu dis vrai, Cyrille. Seulement, là où tu te trompes, c'est quand tu parles au passé comme si cela avait déjà changé ». Cette réaction a commencé à résonner dans mes oreilles durant des jours, des mois et des années.

En 1994, les crises multiformes observées dans la plupart des pays africains, dont le Zaïre, ont inspiré Antoine Glaser et Stephen Smith pour écrire un livre dont le seul titre suffit à imaginer tout le contenu : *L'Afrique sans Africains, le rêve blanc du continent noir*. ⁽¹⁾ Il est ici question d'une Afrique envisagée sans Africains, partant, d'un Congo sans Congolais.

Aujourd'hui encore, quand on parle de la RD Congo, c'est en termes de potentiels naturels débordants dont regorge le pays : cuivre, cobalt, coltan, or, diamant, uranium, potentiel électrique d'Inga, pétrole, eau, forêt, sans vraiment en terminer la liste. Les seules allusions aux habitants du Congo tournent généralement autour de l'extrême pauvreté, des jeunes qui fuient le pays, de la corruption à grande échelle, des populations en errance fuyant les guerres interminables, des femmes violées, etc.

(¹) Voir GLASER, A. et S. SMITH, *L'Afrique sans Africains, le rêve blanc du continent noir*, STOCK, Paris, 1994.

1. Place du Congolais dans le Congo indépendant

Il est vrai qu'en 1960, une ambitieuse déclaration de vision avait été formulée par les Pères de l'Indépendance dans le Debut Congolais ainsi que dans la devise nationale : Paix – Justice – Travail. Les Pères de l'Indépendance se sont engagés, et en engageant en même temps leurs descendants, selon le sublime poème du Père Boka, S.J. et alii, à dresser leurs fronts longtemps courbés, et, par le labeur, bâtir un pays plus beau qu'avant dont ils assureraient la grandeur, puis le léguer à la postérité. Mais plus de 50 ans après, de cette vision, aucune mission n'apparaît clairement, et aucun objectif ne semble clairement atteint.

Vers la fin des années 90, certains Anglo-Saxons parlaient de la RDC/Zaïre comme d'un « collapsed state », un pays effondré, déstructuré, désagréé. Dans l'économie informelle au Zaïre, (sur)vie et pauvreté dans la période de transition, publié en 1996, Tom de Herdt et Stefaan Marysse brossent du Zaïre un tableau qui nous rappelle encore les choses que nous souhaitons voir loin derrière nous. Pour ces deux auteurs belges, la crise au Zaïre était avant tout la crise de l'État. Cet État avait été, d'un côté, absent, paralysé dans ses attributs régaliens et dans son rôle de gouverner son territoire et ses populations ; de l'autre côté, il était devenu une puissante machine de prédation, « une entreprise privée maffieuse » dans les mains de plus malins au détriment de ses populations, un « Etat prébendier » où les « patrons politiciens » distribuaient les grâces aux militants méritants, « les ressources de l'État à leurs clients » dans un jeu d'allégeance politique ⁽²⁾. D'autre part, les fonctionnaires commis au bon fonctionnement de l'État ont transformé celui-ci en leur instrument de prédation, chacun à son poste plongeant ainsi l'État lui-même dans l'informel. Et l'on a continué à justifier l'adage : « La RDC, un pays où l'État fait semblant de payer des fonctionnaires qui font semblant de travailler ».

Ce bref rappel nous permet de comprendre d'où nous venons et de nous représenter l'ampleur et la profondeur des enjeux.

(2) Tom DE HERDT et Stefaan MARISSE, *L'économie informelle au Zaïre. Sur(vie) et pauvreté dans la période de transition*, L'Harmattan, Paris, 1996, pp. 16, 29.

2. Quelle doit être la place du Congolais dans l'économie de son pays au XXI^e siècle ?

Depuis 2001, le Congo, sorti de l'agonie, donne des signes évidents de vitalité. C'est encourageant. Les indicateurs macroéconomiques sont positifs et visiblement au rendez-vous, la stabilité de la monnaie ne se démontre plus, le taux de croissance réjouit les gouvernants. Mais dans tout cela, les populations congolaises trouvent-elles maintenant leur compte ?

Déjà avant la transition de 1990-1997, on disait que l'État faisait semblant de payer des gens qui faisaient semblant de travailler. Cela a-t-il changé ? Depuis quelque deux décennies, la génération active actuelle comme celle qui l'a précédée est presque entièrement constituée des acteurs rodés à la débrouille et à l'informel. La gouvernance économique est-elle réellement sur rail ? Avec quels acteurs ? Quel capital humain ? Sous assistance internationale ? L'informel d'État a-t-il disparu ?

Croissance, inégalités et pauvreté » semblent être le paradoxe de notre temps. Comment devons-nous surmonter ce paradoxe ? Investir dans le capital humain nous semble être une des voies prioritaires pour surmonter un tel paradoxe.

On peut particulièrement se réjouir de la qualification de l'humain comme « capital ». En effet, de plus en plus, dans l'entreprise occidentale industrielle comme post-industrielle, le salarié n'est plus regardé comme cet élément coûteux contraire à la machine qui ne tombe pas malade, ne réclame pas d'augmentations salariales, ne va ni en pause ni en grève quand ça ne marche pas, etc. Le salarié devient de plus en plus une ressource comme les autres ressources : financières, matérielles ou immatérielles. C'est même la plus noble de toutes les ressources, car c'est elle qui conçoit, génère et gère les autres ressources. Elle seule sait s'adapter, s'intégrer, anticiper, rebondir, réfléchir, etc. ⁽³⁾. La prise en compte de la dimension humaine dans l'entreprise a donné lieu à de nouvelles approches qui privilégient aujourd'hui la responsabilité sociale de l'entreprise.

De ce fait, les 70 millions des Congolais, issus de quelque 450 ethnies ou groupes culturels partageant leurs cultures avec neuf autres pays voisins, avec une jeunesse dynamique et numériquement très nombreuse, constituent la première ressource de la RDC avant l'uranium, le coltan

⁽³⁾ Voir Jean-Marie PERETTI, *Les ressources humaines*, 12^e édition, Vuibert, Paris, 2010.

et autres richesses naturelles. Ce n'est que cette ressource qui peut permettre au Congo de créer la valeur ajoutée avec ses ressources naturelles. D'où, l'impérieuse nécessité d'investir dans ce capital. Mais comment y investir ?

3. Quelle stratégie pour faire du Congolais acteur et bénéficiaire de l'économie ?

Comment investir dans le Congolais de manière à faire de lui acteur et bénéficiaire de l'économie de son pays ? Cette question est plus facile à poser qu'à y répondre, eu égard à la complexité du contexte congolais. Je me résous à proposer quelques pistes de solution, parmi tant d'autres, que l'on peut imaginer. De prime abord, quatre axes se présentent comme piliers du carré parfait: la volonté, l'organisation, l'école et la culture.

3.1. La volonté

Les problèmes récurrents de la gouvernance économique et politique, avec toutes les conséquences qui en découlent, exigent une ferme volonté de changement, une volonté tenace de rompre avec l'ordre ancien : le Vouloir-Faire. Il s'agit à la fois de la volonté politique des dirigeants et de la volonté citoyenne de chacun et de tous pour réaliser une réelle métamorphose en se dépouillant de la vieille personnalité pour revêtir la nouvelle personnalité. Bien entendu, avant l'expression et l'affichage de cette volonté, la phase de prise de conscience et de remise en question est le stimulus préalable à l'expression de la volonté du changement. Demandons-nous : « Sommes-nous tous unanimement conscients de notre état d'extrême pauvreté matérielle, morale et même spirituelle au point de vouloir changer? » Par tous j'entends : prévoyants, voyants et suiveurs ; classe dirigeante, classe moyenne et exécutants ; concepteurs-organisateurs, encadreurs-managers ainsi que hommes et femmes de métier ; le chef, ses collaborateurs et les humbles citoyens. Tous nous devons être interpellés, impliqués. Sans cette prise de conscience suivie de cette volonté clairement exprimée, l'argent à lui seul, ne suffit pas pour investir durablement dans l'homme congolais.

3.2. L'organisation

3.2.1. L'organisation de l'espace vital

Investir dans l'homme implique l'organisation de son environnement. Depuis 1960, toutes les couches actives des jeunes se sont ruées vers les grandes villes, principalement Kinshasa, où elles n'étaient pas attendues. Conséquences : les quartiers résidentiels sont squattés, le transport en commun dépassé, détruit, la criminalité en progression, etc.

Cela demande donc qu'un plan de réaménagement du territoire national dans sa totalité prévoie de nouveaux sites économiques qui offrent emplois, logis et loisirs pour devenir de nouveaux espaces vitaux attractifs. Si, à l'horizon 2030

les Congolais sont à 100 millions, c'est maintenant que l'on doit commencer à organiser les structures d'accueil et non après les élections de 2030. Investir dans l'homme implique donc nécessairement la multiplication des infrastructures de base : écoles, hôpitaux, routes, etc. A ce sujet, nous pouvons nous réjouir de la réhabilitation en cours dans le domaine des infrastructures.

3.2.2. La planification du capital humain

Le Congolais ne doit plus continuer à naître et à vivre au gré du vent. La nation doit se décider : avec la superficie du territoire national, il nous faut quelle densité au km² à chaque période et pour quelle économie? Ainsi, l'enfant conçu sera attendu ; il sera le bienvenu dans une famille préparée pour l'accueillir, dans une société prête à lui fournir toutes les facilités de son épanouissement : foyer équipé, école adaptée et environnement professionnel propice. La Chine a limité la taille de la famille dans une vision globale engageant son avenir ; l'Europe Occidentale encourage les naissances, vu le vieillissement de sa population et dans une vision claire de son avenir. Le Québec a stimulé l'immigration choisie en fonction de sa vision du futur. La RDC ne doit pas se ranger en marge de la marche du monde moderne.

3.3. L'école

L'institution « école » s'est imposée à l'ensemble des nations modernes comme une machine appropriée pour produire des hommes et des femmes capables d'organiser leur espace vital et de le développer de manière à y garantir la qualité de la vie. Certaines communautés traditionnelles congolaises ont aussi connu ce genre d'institutions de moulage de leurs jeunes pour en faire des adultes préparés à faire face aux défis de leur temps. Mais, l'accident de l'histoire qu'est la colonisation nous a fait connaître l'école. Nous l'avons adoptée, mais il nous reste à en faire nôtre, à l'organiser en fonction de ce que nous voulons devenir. Il y a donc lieu de s'interroger si l'école congolaise actuelle, dans ses structures, dans ses programmes, dans ses filières, dans ses missions et objectifs, répond, de manière satisfaisante, à nos besoins et attentes. Quelle mission confions-nous à l'école et pourquoi ? Quelle est la place des sciences, des métiers, de la technologie, de la culture traditionnelle, des langues locales dans notre système scolaire ?

Les états généraux de l'éducation nationale, tenus les vingt dernières années, n'ont fait que colmater les brèches de l'Etat effondré en matière d'éducation. Les réformes en profondeur devront être envisagées, nous l'espérons bien.

Pour une réforme en profondeur, des questions comme celles qui suivent devraient être abordées :

1. Les structures actuelles du tronc commun suivi de quatre années d'humanités doivent-elles demeurer comme besoin ressenti en 1961 ? Si oui, ne peut-on pas envisager de répartir les humanités générales séparées des humanités professionnelles ?

2. Les professionnels de l'éducation nationale sont d'avis qu'un pourcentage important de déperdition scolaire coûte cher à la nation. Quel mécanisme faut-il mettre en place avec des filières intermédiaires pour réduire l'impact de cette déperdition ?
3. La professionnalisation des graduats, prônée lors des réformes des années 80, est-elle effective sur terrain ? Au deuxième cycle universitaire n'est-il pas nécessaire de professionnaliser les plus de filières, quitte à réserver des matières sélectionnées pour la recherche fondamentale réservée à des jeunes dont les potentiels naturels et les acquis accumulés aux cycles précédents favorisent effectivement la continuation dans la recherche ? Était-il judicieux de transformer toutes les grandes écoles en facultés ? Comme le cas pour l'IPN et l'ISC ?
4. Le système LMD (licence-master-doctorat) est-il vraiment la solution adéquate aux problèmes de l'enseignement supérieur au Congo ? Et si ce n'est qu'une importation brute des solutions des autres à leurs propres problèmes ?
5. A-t-on suffisamment réfléchi sur la gestion de la carrière enseignante ? Comment briser la monotonie de la carrière plane si déprimante ? A-t-on trouvé la réponse aux soucis de la sécurité sociale et de la retraite pour l'enseignant ?
6. Qui est apte à enseigner ? Tout D6 ? Tout gradué ? Tout licencié ? Tout détenteur d'un doctorat est-il d'office qualifié pour être professeur d'université ? Qu'en est-il de la validation des acquis de l'expérience (VAE) reconnaissant cette expérience comme devant être valorisée et réutilisée de diverses manières par la société, l'enseignement et le secteur productif en particulier ?
7. Comment privilégier la place des compétences dans la formation et le recrutement dans tous les secteurs ? Quelle place le système scolaire congolais réserve-t-il à la théorie et au développement des intelligences multiples ?
8. Qui est habilité à créer une école ? Tout commerçant ? Avec quelles aptitudes et dans quel but ? Qui est chargé de garantir la qualité de l'éducation nationale et de l'enseignement ? L'État seul avec ses inspecteurs ?

Ce n'est là qu'un petit échantillon de multiples questions que l'on peut se poser au sujet de notre système éducatif qui prend la part la plus importante dans l'investissement en faveur du capital humain.

Mais l'organisation de l'espace vital, la planification de l'avenir et la réforme du système éducatif ne peuvent aboutir et produire de la valeur que si la condition culturelle du Congolais est structurellement réajustée.

3.4. La culture

(⁴) TROMPENAARS, F. et C. HAMDEN-TURNER, *L'entreprise multiculturelle*, Maxima, Paris 2008, p.56.

(⁵) Voir MUTINGA MUTUISHAYI, M., RD CONGO, *la République des inconscients*, Le Potentiel, Kinshasa, 2010.

Selon F. Trompenaars et C. Hampden-Turner, « La culture est sous-jacente. Personne ne se soucie d'en parler ; pourtant, elle constitue les racines de l'action de l'homme » (⁴). Il ne nous est pas possible de comprendre « le capital humain » congolais si nous n'interrogeons pas sa culture. Pourquoi la corruption, la prédation, l'irresponsabilité, l'indiscipline, la mauvaise gestion du temps, l'insouciance de l'avenir commun, le bradage des ressources du pays, la sous-traitance du pays par ses fils au profit des étrangers et d'autres antivaleurs semblent-ils devenus des fatalités insurmontables ? (⁵) Est-ce par manque de diplômés de hautes écoles ? Non. Est-ce un problème d'argent ? Pas forcément. Est-ce que ces gens ne vont pas dans les églises ? Il y a même inflation d'églises. Le mal est donc plus profond que cela. Il est « sous-jacent » ; à la surface, nous n'apercevons que l'observable qu'il faut interpréter, son iceberg prévenant les navigateurs. Et à la base, c'est l'effondrement des postulats fondamentaux de notre culture (ou nos cultures) qui sont en cause.

En outre, notre histoire passée : esclavage, colonisation, décolonisation, néo-colonisation, révolutions et contre-révolutions ainsi que toutes les conséquences qui en découlent comme des guerres et rébellions à répétition ont rongé et ébranlé les colonnes sacrées de notre culture (ou nos cultures), ses postulats fondamentaux. Il n'est pas possible de baliser correctement un avenir radieux sans résoudre la question culturelle. Car, ce sont les postulats fondamentaux de la culture qui sous-tendent les valeurs d'une société ; les valeurs dictent les normes sociétales et les normes engendrent les règles, les lois, puis les comportements dont la façon de faire les choses qui sont autant d'observables.

Du reste, la RDC a-t-elle sa culture ? Ou bien les Congolais doivent-ils continuer à recourir à leurs cultures particulières des zande, ngoli, ngbaka, nande, bangubangu, bindi, lambda, lele, mpur, ekonda, yeke, en d'autres termes, aux cultures tribales pour agir ?

Conclusion

Oui. Investir dans le capital humain en RDC est une impérieuse priorité de l'économie congolaise et de la gestion globale des organisations. Le Congolais doit être préparé à s'approprier son Congo pour devenir acteur et bénéficiaire de son économie, de son devenir. Autrement, toute croissance n'aura pas le sens social escompté. Mais pour y arriver, il est souhaitable, à notre humble avis, que les pistes défrichées ci-haut soient prises en compte pour un meilleur investissement. C'est par cette voie que les citoyens congolais seront pris en compte dans tout projet concernant le Congo. Ce faisant, on changera ce discours qui a trop duré depuis 1885 : « le Congo sans les Congolais », le rêve de tant de prédateurs véreux autres sur cet espace particulier de l'Afrique Centrale. ■